



COMMISSION DE L'OcéAN INDIEN

Du 25 février au 02 mars 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

- 1.1 Projet de résiliences des écosystèmes côtiers2**
 - Projet de la COI : dix millions d'euros pour rendre les côtes résilientes
- 1.2 Veille sanitaire.....4**
 - La COI accompagne les Comores à hauteur de 126 millions de francs
 - La COI prépare les Comores et Madagascar à l'arrivée du coronavirus
 - COI : Covid-19, mission d'observation aux Comores et à Madagascar
 - Menace de Coronavirus-Océan Indien : la COI élabore un plan d'urgence
 -Interview Dr Bedja « l'heure n'est pas à la recommandation mais l'action »
- 1.3 GCPCS : cérémonie de passation.....13**
 - GCPCS : cérémonie passation de la présidence entre Maurice et le Kenya, ce jeudi 27 février
 - Piraterie : Maurice passe le flambeau au Kenya
 - Bodha: "Les délits maritimes dans l'océan Indien: 13 milliards USD au cours des 10 dernières années"
 -[VIDEO] Groupe de contact sur la piraterie : Maurice passe le Flambeau
- 1.4 Iconothèque OI.....22**
 - Iconothèque historique de l'océan indien : une exposition virtuelle pour découvrir la région
 - Une mise en valeur de patrimoines iconographiques
- 1.5 Economie : développement durable27**
 - Cap Business OI structure le recyclage à Maurice

2. Centres d'intérêts

- 2.1 Biodiversité29**
 -Blanchiment du coraux « la restauration active est essentielle »
- 2.2 Energies.....30**
 -Transition-la moitié de la population accèdera à l'Energie
- 2.3 Environnement.....31**
 -Moroni a tenu sa réunion de lancement de la convention de Nairobi

Projet de la COI : dix millions d'euros pour rendre les côtes résilientes

Par [Olivia Edouard](#)



Des initiatives seront mises en place pour renforcer les écosystèmes côtiers et marins de l'océan Indien.

Dix millions d'euros (environ Rs 408 millions au taux du jour) ont été octroyés à la Commission de l'océan Indien (COI) dans le cadre d'un projet de résilience des écosystèmes côtiers dont 8,5 millions d'euros de l'Agence française de développement (AFD) et 1,5 million d'euros du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM). Le projet sera implementé à Maurice, aux Comores, à Madagascar et aux Seychelles. Il a été constaté que l'importance des écosystèmes est ignorée à travers une gestion peu durable tels que l'artificialisation des sols, la déforestation, les pollutions anthropiques et par les effets du changement climatique aggravant l'érosion, entre autres.

Suivant les recommandations des derniers rapports du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) et de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), le projet visera à renforcer la résilience de la côte. Cela se fera en alliant l'adaptation aux effets négatifs du changement climatique et la protection de la biodiversité. Les écosystèmes seront restaurés et des filières durables génératrices de revenus développées sur les sites pilotes retenus dans chaque pays ainsi que sur les sites sélectionnés.

Les écosystèmes côtiers qui incluent mangroves, zones humides, forêts littorales et bassins versants, récifs coralliens, entre autres, fournissent des services écosystémiques essentiels pour les populations des Etats membres de la COI. Ils agissent comme une barrière naturelle protégeant les populations des événements climatiques extrêmes de plus en plus intenses. Ces services impliquent aussi la ressource alimentaire protéique, ressources en eau, filtration des polluants, supports d'activités économiques comme l'aquaculture, la pêche, le tourisme.

Par conséquent, plusieurs initiatives seront mises en place, notamment le renforcement de la gouvernance régionale, nationale et locale des écosystèmes côtiers et marins de l'océan Indien. Aussi par la mise en œuvre des chantiers de restauration innovants, variés et répliquables et des travaux scientifiques sur l'exploitation durable des écosystèmes côtiers et marins.

C'est lors de la visite officielle de Jean-Yves Le Drian, ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères à Maurice, jeudi dernier que la convention de financement a été signée avec Hamada Madi, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien et André Pouillès-Du-plaix, directeur de l'AFD pour Maurice et les Seychelles.

Plus d'infos

- <https://fr.allafrica.com/stories/202002260412.html>
- <https://freedom.fr/projet-de-resilience-des-ecosystemes-cotiers-10-me-octroyes-a-la-coi/>
- <https://www.agencemalagasydepresse.com/social/resilience-des-ecosystemes-cotiers-la-france-octroie-10-millions-deuro-a-la-coi/>
- <https://www.lemauricien.com/article/protection-cotieres-la-france-octroie-une-aide-de-10-m-deuros-a-travers-lafd/>
- <http://www.r1.mu/actu/environnement/-il-faut-renforcer-la-protection-de-nos-oceans--p123951>

SOCIÉTÉ

LGDC du Mardi 25 Février 2020 - Page 2

CORONAVIRUS

La COI accompagne les Comores à hauteur de 126 millions de francs

La Commission de l'océan indien débloque 126 millions de nos francs pour accompagner les Comores dans son plan de prévention contre l'épidémie à coronavirus.

La Commission de l'océan indien (COI) a octroyé 250.693 euros, soit 126 millions de francs comoriens, pour le plan riposte de la prévention au coronavirus. Une rencontre entre la délégation de la COI, le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la santé a eu lieu hier 24 février au ministère des Affaires étrangères dans le but de « répondre au plan d'urgence établi par le ministère de santé ensuite s'enquérir de l'évolution de la situation » selon le secrétaire général de la COI, Hamada Madi connu sous le surnom de Boléro. Soit dit en passant, ce plan de riposte nécessite près d'un milliard de nos francs.

L'enveloppe de la COI est répartie en différents volets dont 3300



Remise d'un mot de matériel par la CO contre le Coronavirus.

euros pour une mission d'appui par un spécialiste de laboratoire, 7500 euros pour l'achat d'équipement

pour la mise à niveau immédiat au cas où l'expert détecte des points critiques par rapports au risque d'in-

fection nosocomiale, 95.000 euros pour la construction d'un centre d'isolement, 4000 euros en cas d'un

cas suspect, 11.000 euros pour deux ateliers de renforcement des compétences, 35000 euros pour une caméra thermique qui sera livrée et installée fin mars, 50.000 euros pour une ambulance de surveillance aux frontières, qui sera livrée courant du mois d'avril, 14.000 pour l'achat d'équipements du centre d'isolement...

Les Comores, et encore moins les autres pays de l'Océan indien, n'ont pas encore détecté un cas de coronavirus mais se préparent en conséquence. Une vingtaine de personnes en provenance de la Chine étaient placées en quarantaine. Jusqu'aujourd'hui, il n'en reste que deux qui n'ont pas encore terminé la période d'incubation de 14 jours. Les cinq pays membres de la COI travaillent en symbiose. La plateforme spécialisée Sega One Health permet à ces pays d'échanger régulièrement des informations et de prendre les mesures adéquates.

Andjouza Abouheir

La COI prépare les Comores et Madagascar à l'arrivée du coronavirus



Une mission d'appui à la gestion du Covid-19 est actuellement en cours à Madagascar et aux Comores, afin de préparer un plan d'urgence face à la pandémie. Cette mission, déployée sur le terrain du 21 au 25 février, est dirigée par Hamada Madi, secrétaire général de la COI. Ce dernier a rencontré les ministres des Affaires étrangères et de la Santé des Comores et de Madagascar.

Un **plan d'urgence a été élaboré** suite au dernier Comité technique régional du réseau SEGA-One Health. Ce dernier, coordonné par l'Unité de veille sanitaire de la COI soutenue par l'AFD à travers le projet RSIE 3, regroupe plus de 250 professionnels de la région en santé humaine et animale.

Le réseau SEGA-One Health a défini des actions concrètes et urgentes pour aider chaque Etat à renforcer ses mesures de prévention et de préparation à l'arrivée du virus. Tout d'abord, l'appui porte sur les centres d'isolement et de quarantaine des Comores et de Madagascar.

La COI et l'AFD eux, contribuent à l'amélioration des systèmes d'isolement. Dans un second temps, des centres d'isolement dédiés seront mis en place.

Une campagne de sensibilisation est aussi en cours.

Des équipements de protection sont mis à la disposition des Comores, Madagascar, Maurice et Seychelles. De plus, les pays qui en ont exprimé le besoin recevront deux ambulances et deux caméras thermiques.

Par ailleurs, le plan d'urgence élaboré comprend plusieurs volets :

Surveillance aux frontières

Sensibilisation du grand public

Prévention

Riposte, dont prise en charge des cas

L'AFD a validé l'allocation de près de 500 000 € du budget RSIE3 à ce plan d'urgence.

"Le risque sanitaire posé démontre la réactivité du réseau SEGA-One Health et son utilité pour nos îles. La COI remercie l'AFD de soutenir la mise en œuvre d'un plan d'urgence au bénéfice de nos pays", a souligné Hamada Madi.

CORONAVIRUS

Après le déblocage des fonds, la COI entre en action

Trois experts de la mission d'observation de la Commission de l'océan indien qui séjourne à Moroni ont animé hier mardi une formation de renforcement des capacités aux équipes d'interventions rapides pour la riposte au coronavirus. Une formation qui rentre dans les 126 millions de francs débloqués la veille par la COI pour accompagner les Comores dans la prévention et la lutte contre l'épidémie au coronavirus.

Le lundi 24 février, la COI a annoncé devant les autorités et médias une enveloppe de 126 millions de nos francs pour accompagner le pays contre le coro-

navirus qui sévit dans plusieurs pays, essentiellement en Chine. L'annonce n'a pas tardé à être suivie d'effets puisque le lendemain, soit hier mardi, la Commission a mobilisé ses spécialistes pour dispenser une formation de renforcement des capacités aux équipes d'interventions rapides pour la riposte au coronavirus.

Cet atelier de deux jours, organisé au siège du Projet national de lutte contre le paludisme, a rassemblé les différents districts sanitaires, des journalistes et les partenaires de l'Oms aux Comores. C'est à la demande du ministère de la santé pour un appui urgent à la remise à niveau et une préparation préalable. La formation est répartie en deux



comment, où et quand et qui implique la prise de décision.

En fin d'après-midi, les équipes ont eu à faire un exercice de performance de réflexion pour revoir les informations générales et la capacité de chacune à intervenir face à des cas suspects. Selon les experts, ces équipes multidisciplinaires seront aptes d'enquêter sur les alertes et contribuer à l'évaluation de la réponse pour préparer des rapports des situations brefs et d'investigations. Dans son enveloppe, la COI a réservé un budget de 11.000 euros aux renforcements des compétences.

Andjouza Abouheir

parties à savoir le plan stratégique qui implique des prises de décision à un haut niveau, et le plan opérationnel qui met l'accent sur les détails du

COI : Covid-19, mission d'observation aux Comores et à Madagascar



Face au risque du Covid-19, les maîtres-mots sont préparation et réactivité. Ainsi, une mission d'appui à la gestion du Covid-19 est en cours à Madagascar et aux Comores. Hamada Madi, Secrétaire général de la COI, dirige cette mission déployée sur le terrain du 21 au 25 février. Il a rencontré les ministres des Affaires étrangères et de la Santé des Comores et de Madagascar.

Plan d'urgence enclenché face à la menace du Covid-19

Un plan d'urgence a été élaboré à la suite dernier Comité technique régional du réseau SEGA-One Health. Ce dernier, coordonné par l'Unité de veille sanitaire de la COI soutenue par l'AFD à travers le projet RSIE 3, regroupe plus de 250 professionnels de la région en santé humaine et animale.

Ce plan d'urgence comprend plusieurs volets :

- Surveillance aux frontières
- Sensibilisation du grand public
- Prévention
- Riposte, dont prise en charge des cas

L'AFD a validé l'allocation de près de 500 000 € du budget RSIE3 à ce plan d'urgence.

« Le risque sanitaire posé démontre la réactivité du réseau SEGA-One Health et son utilité pour nos îles. La COI remercie l'AFD de soutenir la mise en œuvre d'un plan d'urgence au bénéfice de nos pays », souligne le Secrétaire général, Hamada Madi.

Des actions concrètes

Le réseau SEGA-One Health a défini des actions urgentes en vue d'apporter le soutien requis dans chaque État pour renforcer les mesures de prévention et de préparation à l'éventuelle riposte contre le Coronavirus. Tout d'abord, l'appui porte sur les centres d'isolement et de quarantaine des Comores et de Madagascar. La COI et l'AFD contribuent à l'amélioration des systèmes d'isolement. Dans un second temps, des centres d'isolement dédiés seront mis en place.

Une campagne de sensibilisation est aussi en cours. Des équipements de protection sont mis à la disposition des Comores, Madagascar,

Maurice et Seychelles. De plus, les pays qui en ont exprimé le besoin recevront deux ambulances et deux caméras thermiques.

Le coronavirus en bref

Le coronavirus n'est pas nouveau. Identifié pour la première fois chez l'humain en 1960, il ne regroupe pas moins de 7 virus dont 3 mortels. L'épidémie actuelle est celle du Covid-19. Le bilan mondial augmente de jour en jour. Les populations des zones touchées redoublent de précautions. En effet, ce virus peut se transmettre par un contact humain ou par voie aérienne, avec des symptômes proches du rhume :

- Fièvre
- Toux
- Difficultés respiratoires

Menace du coronavirus-Océan Indien : la COI élabore un plan d'urgence

Par Les Nouvelles sur 26/02/2020



Face à la menace du Covid-19, la Commission de l'océan Indien (COI) et son réseau Segs-One Health soutenu par l'Agence française de développement (AFD), ont élaboré un plan d'urgence. Actuellement, le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi, conduit une mission d'évaluation et d'écoute aux Comores et à Madagascar.

L'île Maurice a dû prendre des mesures drastiques il y a deux jours, en renvoyant l'avion de la compagnie Alitalia en Italie, quelques heures après son atterrissage. La suspension des vols dans l'océan Indien, en provenance des pays touchés par l'épidémie, serait-elle incluse dans ce plan ? Pour l'heure, la COI est sur le terrain pour consulter toutes les parties prenantes.

Le vol direct Italie – Nosy Be est actuellement en période de suspension, d'après l'Aviation civile de Madagascar (ACM). Des mesures sanitaires et administratives ont été prises dès le début de l'épidémie du coronavirus. Les contrôles sont particulièrement renforcés au niveau des aéroports de Madagascar.

Période de suspension

«La compagnie Neos assure le vol Italie – Nosy-Be. Le dernier vol opéré par cette compagnie date du 9 janvier. Elle devrait reprendre le trafic au mois d'avril, mais tout dépend de l'évolution épidémiologique du coronavirus», a expliqué Mirana Razafindralambo, chargée de mission communication de l'ACM.

« Des mesures de prévention ont été prises dans tous les aéroports. En ce moment, beaucoup de pays sont concernés et la protection des frontières a été renforcée. On a dû multiplier le nombre d'équipages dans les aéroports, et on procèdera à des contrôles sanitaires plus complets si c'est nécessaire », a-t-elle poursuivi.

Le MAE clarifie les choses

Le ministère des Affaires étrangères, par le biais de ses représentations diplomatiques et consulaires, veille sur les ressortissants malgaches et leurs intérêts à l'étranger. En Chine, dès la propagation du coronavirus, l'Ambassade de la République de Madagascar à Beijing a pris contact avec les ressortissants malgaches en Chine, notamment les étudiants.

L'Ambassade fait un compte-rendu régulier de l'évolution de la situation sur place. Par contre, elle ne peut soutenir financièrement les étudiants. Néanmoins, elle apporte des appuis techniques et effectue systématiquement des veilles informationnelles auprès des ressortissants et des étudiants.



NEW CAR FOR NEW YEAR
New, Used, Pre
Cars for Sale, C
Insurance



Vol retardé ou annulé
Se faire indem
na jamais été a

Interview

SAID AHMED BEDJA, ÉPIDÉMIOLOGISTE RÉGIONAL DE LA COI

"L'heure n'est pas à la recommandation mais à l'action"

Suite de la page 1

Question: À un moment l'épidémie du coronavirus a mis à genoux des grandes puissances notamment la Chine, la France, l'Iran. Quelle garantie pourriez-vous donner que cette formation servira à quelque chose face au virus ?

S.A.B.: Je ne dirais pas vraiment qu'il y a une garantie mais aujourd'hui, après une formation de deux jours, nous estimons que les équipes vont évoluer pour une riposte au cas où le virus s'introduit dans notre pays. La formation était un peu plus axée sur les espaces oubliés à la surveillance, comment les assurer, les renforcer mais aussi comment déployer une équipe d'intervention rapide sur le terrain pour essayer d'identifier notamment les contacts des éventuels cas ou des contacts qui peuvent être des éléments susceptibles. Aujourd'hui, nous disons fortement que les équipes d'intervention

au niveau des Comores sont bien prêtes et les actions vont se mettre en place avec sérénité et avec toutes les procédures requises pour travailler dans ce domaine. Et je pense que contrairement à quelques jours derrière nous, aujourd'hui les Comores commencent vraiment à se renforcer, à pouvoir mettre en place une équipe de réponse bien préparée au coronavirus.

Question: Le pays manque du strict minimum pour se prémunir contre le coronavirus. Que recommanderiez-vous à la population ?

S.A.B.: Ces pénuries ne sont pas qu'aux Comores même au niveau mondial les usines de production pour ces outils ne fonctionnent pas comme il se doit. Donc aujourd'hui, la demande est beaucoup plus forte que les produits qui ont été mis sur le marché ont été rapidement rappelés étant donné l'importance de ces outils dans le cadre de la prévention. Donc c'est de continuer à évoluer, à

chercher et à demander, car effectivement, si on arrive à trouver des masques et des produits de désinfection ça ne pourrait que faire du bien dans le cadre de cette lutte. Au niveau de la COI, nous sommes en train de nous préparer. Des commandes ont été déjà lancées et nous sommes en attente de certains lots de produits et outils de protection. Actuellement, nous avons mis des dispositions directes pour les équipes pour faire face à une éventuelle introduction du virus. On a mis des équipements de protection individuelle mais on continue à chercher pour que nous puissions mettre en place une quantité importante des moyens de protection pour la population si cela arrive.

Question: Quel serait le plan à mettre en place pour sensibiliser la population du milieu rural qui se sent parfois oublié ?

S.A.B.: Je ne pense pas qu'ils sont oubliés. Nous à notre arrivée,

on nous a fait comprendre qu'il y a un plan de communication globale et ce plan a pris en compte tous les niveaux communautaires. Donc, c'est maintenant qu'il va y avoir vraiment la mise en place de ce plan et sa mise en œuvre. Au niveau de la COI, on s'est positionné pour amener l'essentiel pour lancer cette campagne. Déjà, des commandes, des outils de communication à la demande de l'état bien évidemment du ministère de la santé sont déjà lancés. Et bientôt, vous verrez les outils de communication qui vont déferler sur les villes et villages et plus particulièrement au niveau de l'aéroport aussi. Et toutes les couches en bénéficieront.

Question: Quels conseils donnez-vous pour améliorer les dispositions mises en place par le gouvernement ?

S.A.B.: Je dirai à la population bien évidemment d'être à l'écoute de ce que les responsables et les techni-

ciens diront pour pouvoir se protéger. Il faut renforcer donc ce que nous avons déjà étant donné que nous sommes un pays insulaire où des échanges sont forts. Il n'y a pas de barrière ou de fausses barrières. C'est pourquoi la COI travaille en collaboration avec l'État pour pouvoir mettre en place les éléments et compléter les éléments de prévention notamment la construction d'un centre d'isolement dès le mois d'avril. En attendant, on va essayer de mettre à niveau la mise en quarantaine par des équipements et des moyens adéquats pour mieux structurer le centre mais aussi mieux protéger les personnes qui seront dedans. Il y a l'ambulance qui est déjà commandé qui sera là incesamment pour renforcer cette prévention au niveau de l'aéroport. L'heure n'est pas à la recommandation mais à l'action.

Propos recueillis par
Andjouza Abouh

Interview

SAID AHMED BEDJA, ÉPIDÉMIOLOGISTE RÉGIONAL DE LA COI

"L'heure n'est pas à la recommandation mais à l'action"

Pas de coronavirus dans l'océan indien, le gouvernement en concordance avec la COI se prépare à une éventuelle introduction de l'épidémie. Saïd Ahmed Bedja explique les mesures qui ont été prises face au coronavirus.

Question: Quelle est la situation du coronavirus au niveau de l'Océan Indien ?

S.A.B.: Il faut voir les choses à deux niveaux. En premier, c'est de rassurer tout le monde qu'au niveau de l'Océan Indien, nous n'avons pas connu de cas jusqu'à présent. Mais tous les pays se préparent pour une éventuelle introduction de coronavirus. Les plans d'urgence ont été élaborés, les actions et renforcements du système de surveillance notamment aux frontières sont déjà mis en place. Au delà de l'urgence, il y a des appuis qui sont prévus pour maintenir cette force de surveillance pour contenir les éventuelles épidémies telles que le coronavirus.

LIRE SUITE PAGE 3



Dr Saïd Ahmed Bedja épidémiologiste expert COI

Une mission de la COI aux Comores et à Madagascar

Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Hamada Madi, dirige une mission d'évaluation et d'écoute actuellement aux Comores et Madagascar. À cause de la menace du Covid-19, un plan d'urgence a été mis en place par la COI et son réseau SEGA-One Health. Il bénéficie du soutien de l'Agence française de développement. Il est coordonné par l'Unité de veille sanitaire de la commission. Le plan d'urgence comprend divers volets : surveillance aux frontières, sensibilisation du grand public, prévention, riposte et prise en charge des cas.

Plus d'infos

- <https://www.linio.re/la-reunion/societe/coronavirus-les-elus-interpellent-le-prefet>
- <https://www.franceinter.fr/emissions/chroniques-littorales/chroniques-littorales-27-fevrier-2020>
- https://www.clicanoo.re/Societe/Article/2020/02/27/Coronavirus-Un-plan-durgence-active-dans-la-zone_600164
- https://www.clicanoo.re/clicazot/Article/2020/02/26/Coronavirus-le-principe-de-precaution-doit-sappliquer_600138
- <https://www.temoignages.re/politique/sante/coronavirus-plan-d-urgence-de-la-coi,97226>
- <http://www.maurice-info.mu/2020-02-26-coronavirus-mission-de-la-coi-aux-comores-et-a-madagascar.html>
- https://www.pressafrik.com/Coronavirus-a-l-approche-de-la-saison-touristique-l-inquietude-des-Malgaches_a212291.html
- <https://lejournaldemayotte.yt/2020/03/02/coronavirus-les-mesures-nationales-en-attente-dinformations-locales/>

GCPCS : cérémonie passation de la présidence entre Maurice et le Kenya, ce jeudi 27 février



Organisée à l'initiative de la République de Maurice, conjointement avec la Commission de l'océan Indien (COI), cette cérémonie marquera la fin de deux années de présidence par Maurice au sein de cette plateforme internationale axée sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes.

La cérémonie de passation de la présidence du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes (GCPCS) se tiendra à l'Hôtel Sofitel, Flic en Flac, ce jeudi 27 février à 9h30. Organisée à l'initiative de la République de Maurice, conjointement avec la Commission de l'océan Indien (COI), cette cérémonie marquera la fin de deux années de présidence par Maurice au sein de cette plateforme internationale axée sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes.

A l'issue de cet événementiel, le ministre des Affaires étrangères de Maurice, Nanda Bodha, passera le flambeau au Kenya qui sera représenté par sa ministre de la Défense, Monica Juma.

Le Kenya sera donc le 3ème pays de la région après les Seychelles et Maurice à assumer la présidence de ce groupe établi à la suite d'une résolution des Nations Unies en 2009.

Plusieurs sujets d'actualités seront, également, abordés lors de cette réunion, notamment, la libération prématurée des prisonniers somaliens, ainsi que les crimes et menaces en mer associés à la piraterie.

Pour rappel: le CGPCS, regroupant 68 pays et 24 organisations régionales et internationales, a été créé le 14 janvier 2009, conformément à la résolution 1851 du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce forum international ad hoc rassemble les acteurs concernés par la piraterie somalienne : pays de la région, d'Europe occidentale, du Moyen-Orient, d'Asie et des Amériques, l'industrie, les organisations maritimes et les ONG.

Le Groupe de contact coordonne les efforts politiques, militaires et non gouvernementaux pour lutter contre la piraterie au large des côtes de

la Somalie, veiller à ce que les pirates soient traduits en justice et appuyer les gouvernements locaux à développer des capacités de sécurité maritime durables.

Le CGPCS combine des idées que les universitaires ont qualifiées d'« *informelles* » ou de « *gouvernance expérimentale* ». L'approche du Groupe de contact, dans la manière dont elle est centrée sur l'informalité, l'inclusion et la représentation multipartite, est semblable à d'autres groupes de contact et constitue une tentative de trouver des solutions innovantes en dehors des organisations internationales formelles. travail aux exigences de la situation en Somalie et en mer.

GCPCS : cérémonie passation de la présidence entre Maurice et le Kenya, ce jeudi 27 février

La cérémonie de passation de la présidence du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes (GCPCS) se tiendra à l'Hôtel Sofitel, Flic en Flac, ce jeudi 27 février à 9h30. Organisée à l'initiative de la République de Maurice, conjointement avec la Commission de l'océan Indien (COI), cette cérémonie marquera la fin de deux années de présidence par Maurice au sein de cette plateforme internationale axée sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes.

A l'issue de cet événementiel, le ministre des Affaires étrangères de Maurice, Nanda Bodha, passera le flambeau au Kenya qui sera représenté par sa ministre de la Défense, Monica Juma.

Le Kenya sera donc le 3ème pays de la région après les Seychelles et Maurice à assumer la présidence de ce groupe établi à la suite d'une résolution des Nations Unies en 2009.

Plusieurs sujets d'actualités seront, également, abordés lors de cette réunion, notamment, la libération prématurée des prisonniers somaliens, ainsi que les crimes et menaces en mer associés à la piraterie.

Pour rappel: le CGPCS, regroupant 68 pays et 24 organisations régionales et internationales, a été créé le 14 janvier 2009, conformément à la résolution 1851 du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce forum international ad hoc rassemble les acteurs concernés par la piraterie somalienne : pays de la région, d'Europe occidentale, du Moyen-Orient, d'Asie et des Amériques, l'industrie, les organisations maritimes et les ONG.

Le Groupe de contact coordonne les efforts politiques, militaires et non gouvernementaux pour lutter contre la piraterie au large des côtes de la Somalie, veiller à ce que les pirates soient traduits en justice et appuyer les gouvernements locaux à développer des capacités de sécurité maritime durables.

Le CGPCS combine des idées que les universitaires ont qualifiées d'« *informelles* » ou de « *gouvernance expérimentale* ». L'approche du Groupe de contact, dans la manière dont elle est centrée sur l'informalité, l'inclusion et la représentation multipartite, est semblable à d'autres groupes de contact et constitue une tentative de trouver des solutions innovantes en dehors des organisations internationales formelles. travail aux exigences de la situation en Somalie et en mer.

Piraterie : Maurice passe le flambeau au Kenya



La cérémonie de passation de la présidence du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes se tiendra à l'hôtel Sofitel, à Flic en Flac, ce jeudi matin 27 février. Cette cérémonie marquera la fin de deux années de présidence de Maurice de cette plateforme internationale axée sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes.

A l'issue de cette réunion, le ministre des Affaires étrangères de Maurice, Nando Bodha, passera le flambeau au Kenya. Le Kenya sera donc le 3ème pays de la région après les Seychelles et Maurice à assumer la présidence de ce groupe établi à la suite d'une résolution des Nations Unies en 2009.

Cette cérémonie est organisée à l'initiative de la République de Maurice, conjointement avec la Commission de l'océan Indien.

Piraterie : Maurice passe le flambeau au Kenya

La cérémonie de passation de la présidence du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes se tiendra à l'hôtel Sofitel, à Flic en Flac, ce jeudi matin 27 février. Cette cérémonie marquera la fin de deux années de présidence de Maurice de cette plateforme internationale axée sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes.

A l'issue de cette réunion, le ministre des Affaires étrangères de Maurice, Nando Bodha, passera le flambeau au Kenya. Le Kenya sera donc le 3ème pays de la région après les Seychelles et Maurice à assumer la présidence de ce groupe établi à la suite d'une résolution des Nations Unies en 2009.

Une cérémonie organisée à l'initiative de la République de Maurice, conjointement avec la Commission de l'océan Indien.

Bodha: "Les délits maritimes dans l'océan Indien: 13 milliards USD au cours des 10 dernières années"

"Ce vaste potentiel économique est menacé par une multitude de forces et de délits maritimes. On estime que les délits maritimes ont coûté aux économies de l'océan Indien quelque 13 milliards USD (Rs 487,5 milliards) au cours des 10 dernières années. Il est donc impératif que nous nous unissions les mains pour garantir que ces pertes soient minimisées": propos du ministre des Affaires Étrangères, Nando Bodha lors de son intervention lors de la cérémonie de passation de présidence du Contact Group on Piracy Off the Coast of Somalia (CGPCS) au Kenya, à l'hôtel Hilton, Flic-en-Flac, fin de la semaine écoulée. Cette passation de présidence a été faite à la nouvelle présidente du CGPCS, et l'Ambassadrice, Dr Monica Juma, Secrétaire du Cabinet de la Défense du Kenya en présence de Raj Mohabeer, représentant de la Commission de l'océan Indien et de membres du corps diplomatique et autres invités.



Cette passation de présidence a été faite à la nouvelle présidente du CGPCS, et l'Ambassadrice, Dr Monica Juma, Secrétaire du Cabinet de la Défense du Kenya en présence de Raj Mohabeer, représentant de la Commission de l'océan Indien et de membres du corps diplomatique et autres invités.

Soulignant que c'est dans cette optique que la présidence mauricienne du CGCPS s'est concentrée sur la sécurité et la sûreté maritimes, il a fait remarquer que Maurice a organisé avec succès les 1ère et 2e éditions de la Conférence ministérielle sur la sécurité et la sûreté maritimes. "Cette année, nous organiserons la 3e édition de la Conférence. Comme annoncé par le Premier ministre, lors du dernier sommet de l'UA à Addis-Abeba, nous appelons à l'organisation d'un sommet mondial sur la sécurité maritime. Le sommet vise à combler le fossé entre la stratégie indo-pacifique et l'architecture de sécurité maritime de la région du sud-ouest de l'océan Indien", a maintenu Nando Bodha.

Rappelant que la devise pour les deux dernières années était «United We stand, divided We fall», le ministre Bodha a dit être convaincu qu'ensemble, "nous pouvons atteindre nos objectifs alors que de nouvelles menaces sont signalées."



"Je pense à la prolifération des délits maritimes liés au commerce de drogues illicites, au trafic d'armes, à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, à la traite des êtres humains, au terrorisme et à l'extrémisme", a affirmé Nando Bodha. Aussi, il a déploré qu'il n'a pas besoin de souligner "le volume croissant de débris plastiques dans nos mers et ses impacts sur la santé des océans et le changement climatique." "En tant que dirigeants et décideurs, et plus important encore en tant que gardiens des océans, il est de notre devoir de préserver et de maintenir notre océan en héritage pour nos générations futures", a soutenu le ministre des Affaires Etrangères.

Bureau de l'océan Indien sur la sécurité et sûreté maritimes

Nando Bodha a dit avoir créé au niveau de son ministère un bureau de l'océan Indien qui sera responsable des questions de sécurité et de sûreté maritimes. Il coordonnera également le développement de l'économie Bleue et des énergies renouvelables, a-t-il indiqué. "Le Bureau sera également responsable de la coordination et du suivi des impacts du changement climatique sur notre océan. La recherche, le développement et les innovations seront le moteur d'un océan durable", a déclaré le ministre Bodha.

"L'océan Indien, notre océan, est devenu une zone de compétition pivot. Les pays limitrophes représentent un espace économique à fort potentiel et opportunités avec un marché de près de 3 milliards de personnes et un produit intérieur brut de 9 billions de dollars américains", a déclaré Nando Bodha.

Par ailleurs, il a fait remarquer que du Canal mozambicain, en passant par la mer d'Oman jusqu'au détroit de Malacca, le littoral de l'océan Indien est doté de vastes gisements de pétrole et de gaz. Il a déclaré que " 80% du commerce du gaz et du pétrole traversent par l'océan Indien".



Revenant sur cette passation de présidence au Kenya, le ministre des Affaires Etrangères, a affirmé: "Ce n'est pas un euphémisme de dire que Maurice et le Kenya entretiennent une relation profonde et durable. Les liens d'amitié qui lient nos deux nations ne connaissent aucune limite. Celles-ci ont été encore renforcées par la visite d'État à Maurice du Président du Kenya, Uhuru Kenyatta, l'année dernière." Cela avant d'ajouter: "Cette visite historique a honoré notre territoire. Il témoigne de la force et de la vitalité de nos liens et de notre ambition commune de progresser ensemble dans la poursuite d'un développement durable et inclusif".

38 États insulaires, 13 millions de km² de zones économiques exclusives...

Parmi les nombreux liens qui unissent Maurice et le Kenya et guident le "destin commun", le ministre Bodha a insisté que "la sécurité maritime s'impose certainement comme de plus en plus importante."

Il a remercié et félicité le gouvernement kenyan d'avoir accepté de manière décisive d'assumer la présidence du CGPCS. "La présence distinguée de notre chère sœur, la Secrétaire du Cabinet de la Défense du Kenya à cette cérémonie officielle de passation de la présidence du GGPCS témoigne amplement de l'engagement du Kenya à faire avancer le programme régional de sécurité maritime", a souligné Nandho Bodha. Il a maintenu que cette cérémonie de passation de présidence "montre la volonté des gouvernements des États de première ligne de la région de l'océan Indien de s'unir pour combattre le fléau de la piraterie par le biais du CGPCS et au-delà."

Selon Nando Bodha, les chiffres sont révélateurs : 38 États côtiers et insulaires, 13 millions de km² de zones économiques exclusives collectives et un littoral de plus de 47 000 km, fournissant des moyens de subsistance à quelque 12 millions de personnes sur le continent africain, dans le secteur de la pêche uniquement.

[VIDEO] Groupe de contact sur la piraterie : Maurice passe le flambeau

by Natacha Martin



Après 2 années à la présidence du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes. Maurice passe le flambeau au Kenya. La cérémonie de passation a eu lieu ce matin (27 février 2020) à l'hôtel Sofitel à Flic en Flac, entre le ministre mauricien des Affaires Étrangères, Nando Bodha et la ministre de la défense kenyane, le Dr Monica Juma

Pour en savoir plus :

<http://www.govmu.org/French/Events/Pages/C%C3%A9r%C3%A9monie-officielle-de-passation-de-la-Pr%C3%A9sidence-du-CGPCS.aspx>

Iconothèque historique de l'océan indien : une exposition virtuelle pour découvrir la région



"Regarder le monde, c'est toucher à sa diversité". C'est sans aucun doute ce que nous montre l'exposition virtuelle commune à plusieurs pays de la zone mis en image par l'Iconothèque historique de l'océan Indien. Comores, Maurice, Madagascar, Mayotte, Mozambique, Seychelles et La Réunion pour un patrimoine iconographique propre à chaque région. Outre les iconographes présents dans chaque pays, plusieurs partenaires institutionnels financent ce projet : l'Europe à travers le programme FEDER Interreg V (Région Réunion), le Ministère de la Culture et de la Communication et la Commission de l'Océan Indien.

Collecter, numériser, conserver et diffuser la mémoire des 6 territoires

Ce mercredi 26 février, c'est aux Archives départementales de La Réunion que le Département, représenté par sa Vice-présidente déléguée aux affaires culturelles, a présenté l'exposition virtuelle – Images de l'océan Indien – un outil commun entre les îles et pays de l'océan Indien, pour que les ambassadeurs de l'image puissent mieux travailler ensemble et que les visiteurs puissent découvrir, au travers d'un carnet de voyages, des images anciennes de chaque territoire

"Cette conférence de presse est un peu inédite puisque c'est à partir de La Réunion, et avec nos partenaires des 6 territoires de l'océan Indien, que nous présentons cette exposition virtuelle "Les images de l'océan Indien", fabriquée collectivement, par des équipes de tous ces territoires, et ce, dans le cadre de la plateforme numérique du Conseil départemental : l'Iconothèque Historique de l'Océan Indien. Aujourd'hui, cet outil donne une lisibilité du patrimoine de l'océan Indien qui peut être partagé et diffusé dans le monde entier. Nous avons tous un destin commun et c'est notre force" a indiqué la Vice-présidente déléguée aux affaires culturelles.

Un chantier titanesque : 800 images aujourd'hui - objectif 3000 iconographies

C'est sans aucun doute l'aboutissement de longs mois de travail fastidieux mais ô combien enrichissants pour tous les pays de la zone qui ont contribué à collecter ces précieuses images de cette exposition virtuelle.

Le site www.images-oceanindien.org ou la mise en réseau des patrimoines iconographiques de l'océan Indien, permet d'avoir une base de données riche d'images qui composent la diversité mais aussi l'histoire commune. David Gagneur, directeur de l'IHOI s'est entouré de tous les partenaires qui ont participé à ce projet pour une présentation en simultané avec l'ensemble des pays concernés par l'exposition virtuelle.

"Il s'agit d'enrichir le patrimoine iconographique de l'Indiaocéanie. Notre travail a été de collecter, de numériser et de décrire les fonds et les collections de chaque pays. Nous avons organisé deux séminaires, un à Maurice et un autre ici à La Réunion pour structurer ce réseau par des formations professionnalisantes. Le premier séminaire a permis de retenir les axes stratégiques à envisager pour l'identification des fonds éligibles. Nous avons également constitué un premier réseau de techniciens de la numérisation en relation avec les responsables scientifiques des fonds et des collections iconographiques. Le second séminaire a été consacré à la question de la description de l'image et les conditions juridiques de la diffusion aux publics", précise David Gagneur, le coordonnateur de l'exposition.

L'enjeu primordial reste la diffusion de ce patrimoine iconographique et la possibilité de consultation depuis de multiples lieux et en tout temps. L'outil est simple et permet à travers une carte interactive d'avoir accès à un carnet de voyage numérique et intemporel dans le Sud-Ouest de l'océan Indien. "Dès la création de l'Iconothèque, le Département avait tenu à ce que son rayonnement soit élargi à l'océan Indien... L'exposition que nous présentons illustre de façon exemplaire cette démarche", a précisé la vice-Présidente du Département déléguée aux affaires culturelles.

"Permettre la connaissance mais aussi la reconnaissance"

Un site qui donne aussi à écouter la valeur ajoutée de cette mise en réseau pour chacun des pays participants.

"La mise en réseau du patrimoine iconographique est en quelque sorte un projet novateur et important pour le projet indianocéanique. Cette mise en réseau du patrimoine permet non seulement la connaissance mais aussi la reconnaissance", explique Docteur Toiwilou Mze Hamadi, enseignant chercheur et directeur du Centre National de Documentation et de Recherches Scientifiques aux Comores.

Une entrée dans ces iconographies est aussi possible par pays. Une carte symbolique et interactive qui permet un cheminement dans le patrimoine de chaque contributeur. Un clic sur la région souhaitée aide à naviguer dans une galerie présentant une sélection d'iconographies.

On peut alors aller plus loin dans la navigation en s'appuyant sur les puces chiffrées qui permettent de naviguer dans la sélection proposée par l'institution partenaire.

Un filtre " Regards croisés " donne à découvrir ce que les partenaires possèdent sur les autres îles ou pays. Plusieurs actions de valorisation sont programmées dans le cadre de cette exposition virtuelle. Des expositions inter-îles et pays verront le jour grâce aux premiers lots qui seront mis en ligne par les partenaires.

D'ores et déjà, deux résidences d'artistes ont intégré la dimension indiaocéanique dans leurs travaux, celle de Chloé Robert à Tamatave à Madagascar sous la forme d'un carnet de voyage illustré et celle de Kid kréol & Boogie aux Comores, à Madagascar et à Maurice. Ces derniers ont laissé des traces iconographiques de leur passage. L'Iconothèque proposera prochainement une application mobile qui permettra une interaction encore plus poussée avec les images.

Dès à présent, découvrez et plongez dans l'univers des différents territoires à travers cette exposition virtuelle des images de l'océan Indien www.images-oceanindien.org

Les pays contributeurs : A chacun son empreinte

Comores : de forts croisements ethniques qui se traduisent par une influence arabe dans l'architecture et bantoue dans l'appartenance au groupe. Une société très hiérarchisée dont le fonds iconographique montre le rôle déterminant des sultans et des membres de l'aristocratie locale.

Maurice : La plus indienne des îles de l'Archipel des Mascareignes. Des images qui montrent également son riche passé colonial.

Madagascar : Une " Grande Ile " à part qui foisonne d'images de sa diversité ethnique, ses mœurs et coutumes, sa biodiversité exceptionnelle et son architecture protéiforme.

Mayotte : Sa proximité avec Madagascar a laissé des traces notamment avec l'ethnie des Sakalaves. Portraits ethnographiques, paysages, cartes et plans ou encore événements de la vie quotidienne des images d'une grande variété.

Mozambique : Avec sa longue façade maritime de plus de 2000 km, le Mozambique a noué avec les îles du Sud-Ouest de l'Océan Indien des relations historiques. Les fonds iconographiques sont d'une richesse historique et thématique.

Seychelles : L'aménagement du territoire est un invariant thématique des fonds iconographiques proposés avec les transports qui ont permis le développement des infrastructures.

La Réunion : " L'île Intense " se caractérise par de nombreuses images d'un relief tourmenté qui a influencé la mise en valeur du territoire tout en nourrissant la part imaginaire des poètes ou des voyageurs éblouis par ces paysages.

VISIOCONFÉRENCE INDIANOCÉANIQUE Une mise en valeur des patrimoines iconographiques

Les représentants des institutions culturelles et scientifiques de la région sud-ouest de l'Océan indien ont tenu une visioconférence sur le projet de la mise en réseau des patrimoines iconographiques de la région. Il s'agit de la création d'un réseau de professionnels de l'iconographie à travers la mise en commun des pratiques et des fonds d'images disponibles.

Mahdawi ben Ali

Cinq pays du sud-ouest de l'Océan indien se sont réunis en visioconférence, hier, le mercredi 26 pour échanger et faire le constat de l'état d'avancement du projet de la mise en réseau des patrimoines iconographiques. La partie comorienne a été représentée par le Centre national de documentation et de recherche scientifique (Cndrs), le commissariat général au Plan, l'Antenne Région Réunion au Comores et le Service de coopération et d'action culturelle (Scac). Ce projet qui vise à renforcer la numérisation et la valorisation des patrimoines iconographiques a vu le jour il y a un an et rassemble les Comores, Madagascar, Mozambique, Maurice et les Seychelles.

"Cette mise en réseau des patrimoines iconographiques est important car en plus de la valorisation du patrimoine culturel, il va faire naître une cohésion entre les départements culturels et scientifique de la région", estime le directeur du Cndrs, Toiwilou Mze Hamadi.



Le Cndrs a mis sept mois pour concevoir une exposition virtuelle de huit cent quatre-vingt-dix images qui mettent en valeur le patrimoine culturel des Comores qui présente des fonds iconographiques ancrés sur les croisements ethniques d'influence bantou et arabe, et traite des images allant de la période coloniale à nos jours notamment celle des bangwe (place publique), des sul-

tans et de figures historiques tels que Saïd Omar Abdallah "Mwigni Baraka". Selon la responsable d'Antenne région Réunion, Nadège Rossini-Lagardere, ce projet va renforcer les échanges entre les pays de l'Océan indien et faciliter le travail des chercheurs et des étudiants.

Ce projet porté par le conseil départemental de la Réunion a été financé à

hauteur de 63 millions d'euros par l'Union européenne pour une durée de sept ans. "Cette iconothèque historique de l'Océan indien va avoir un impact sur le développement du tourisme, et la numérisation des espèces culturelles que renferme le Cndrs. Elle va permettre aux Comoriens d'ailleurs de découvrir l'histoire et les traditions du pays", devait conclure le directeur du Cndrs■

Pour plus d'infos :

- https://www.memento.fr/article_27-02-2020-iconotheque-historique-de-l-ocean-indien-une-exposition-virtuelle-des-images-de-l-ocean-indien
- <https://www.departement974.fr/sites/default/files/2020-02/dossier-presse-exposition-virtuelle-ihoi-fevrier2020.pdf>
- https://www.zinfos974.com/Iconotheque-Historique-de-l-Ocean-Indien-une-exposition-virtuelle-des-images-de-l-ocean-Indien_a149914.html

Cap Business OI structure le recyclage à Maurice



Le président de Cap Business OI, Pascal Plante, et le ministre mauricien de l'Environnement et du Développement durable, Kavydass Ramano ont participé à un atelier public-privé.

Océan Indien. Lundi et mardi, Cap Business OI regroupait des acteurs économiques de la zone océan Indien à l'île Maurice. L'objectif de l'événement : *"Le changement de paradigme économique pour un modèle plus soutenable"*, selon les organisateurs. Ce rendez-vous clôture deux années de programme coopératif pour l'émergence de filières régionales de gestion des déchets. Plusieurs réunions se sont tenues pour identifier des projets de collaboration et ainsi structurer des filières de gestion des déchets. *"Le modèle économique que nous suivons aujourd'hui sera bientôt insoutenable"*, a affirmé Pascal Plante, président de Cap Business OI, ex-Union des CCI de l'océan Indien. *"Nous devons agir ensemble pour ne pas compromettre la capacité des futures générations à s'épanouir de manière durable."* Cap Business OI – qui compte 200 000 adhérents des Comores, de Madagascar, de Maurice, de Mayotte, de La Réunion et des Seychelles – veut que le déchet soit désormais considéré comme une ressource.

Au menu : un atelier de travail destiné aux dirigeants d'entreprise, d'associations professionnelles, aux responsables des pouvoirs publics, d'ONG et de partenaires de développement. La Région Réunion et la Commission de l'océan Indien y étaient également conviées, Cap Business OI tentant d'attirer l'attention sur un *"besoin d'accompagnement des Etats pour faciliter les projets privés."* Conseil des ministres de la COI.

Parmi les initiatives du secteur privé, celle de l'entreprise réunionnaise Fourmize. Elle propose l'achat de déchets recyclables aux particuliers en leur fournissant des bons de réduction auprès de commerces partenaires. *"Ce projet social concerne plus particulièrement des populations qui ne pratiquent pas le tri sélectif à la source"*, souligne Cap Business OI. Une société mauricienne, Eco warriors, développe également un programme innovant : une application smartphone qui permet de calculer les économies potentielles apportées par la prise en compte de la gestion des déchets. Sont également proposées des méthodes de valorisation des huiles minérales.

Pour plus d'infos

- <https://lejournaldemayotte.yt/2020/02/28/des-ponts-entre-les-iles-de-locean-indien-autour-de-la-gestion-des-dechets/>
- <https://mayotte.orange.fr/actu/mayotte/des-ponts-entre-les-iles-de-l-ocean-indien-autour-de-la-gestion-des-dechets.html>

leSantinelles ACTUALITÉ | ENVIRONNEMENT

Questions à...
Nadeem Nazurally, de la faculté d'agriculture de l'Université de Maurice

BLANCHIMENT DES CORAUX

«La restauration active est essentielle»

Une première partie de 5 000 coraux était prête à être transplantée le dimanche 23 février. Ces coraux ont été transportés de leurs pépinières à Pointe-aux-Feuilles. Nadeem Nazurally, de la faculté d'agriculture de l'université de Maurice, qui dirige le projet, nous donne son avis sur les chiffres de *Digest of environment statistics 2018* sorti en janvier 2020 et nous parle du projet de réhabilitation des coraux.

Olivia EDOUARD



► Selon le *Digest of environment statistics 2018*, le taux de blanchiment de coraux (à voir hors texte) est différent dans divers endroits. Que pouvez-vous dire à ce sujet ?

Premièrement, les chiffres démontrent qu'une restauration active des coraux est essentielle. Dans certains endroits, les coraux sont plus affectés qu'ailleurs car il y a des coraux plus robustes que d'autres. C'est-à-dire, ils sont plus capables de supporter la hausse de température. D'ailleurs, ce sont les coraux les plus résistants à une température élevée qui sont choisis pour être transplantés.

Selon les données du *Digest of environment statistics 2018*, il y a eu une hausse de température de l'eau de 2012 à 2015. À Flac-en-Flac, la plus haute température enregistrée était de 29 °C alors qu'en 2015, elle est passée à 32 °C. À Blue Bay, la température est passée de 30 °C à 31 °C et à Albion de 28,5 °C à 29,5 °C. Cette hausse de température a causé des dommages.

► Qu'en est-il des cyclones qui ont eu lieu ?

On peut dire que les tempêtes ont rafraîchi les lagons. Ce qui a dû faire du bien aux coraux.

► Quelle répercussion le blanchiment de coraux a-t-il sur les autres espèces marines ?

Les coraux ont une importance énorme, non seulement pour les poissons mais pour plusieurs organismes. Ils ont plusieurs fonctions telles que produire du sable et aussi briser les grosses vagues qui provoquent l'érosion de la plage, entre autres. C'est toute une chaîne d'organismes qui y sont liés. Il y a aussi la pêche et le tourisme qui sont touchés.

► Outre le blanchiment de coraux, quelles sont les autres conséquences du réchauffement climatique ?

Le réchauffement climatique entraîne d'autres dégâts suite à un déséquilibre de l'écosystème marin. Par exemple, le cycle reproductif des poissons est affecté. On retrouve certaines espèces là où elles ne devraient normalement pas être. Ce réchauffement cause aussi la prolifération d'espèces envahissantes comme le *crown of thorns starfish* qui est un prédateur de coraux.

► Les étoiles de mer dites couronnes d'épines sont donc toujours un problème ?

Selon un sondage effectué deux fois dans l'Est et dans l'Ouest, il y a eu prolifération de cette espèce suite au réchauffement du climat. C'est aussi parce que le triton géant, leur prédateur, sert dans la plupart de nos salons comme décorations. On commence à trouver les *crown of thorns starfish* même à La Cambuse, où les coraux sont presque toujours intacts. Ce qui est mauvais signe.

► Parlez-nous du projet que vous dirigez actuellement ?

Le projet a commencé en 2018. Nous avons eu alors un financement de Rs 5 millions de la *Tertiary Education Commission*. Le projet comprend non seulement la restauration des coraux mais aussi prend en considération l'érosion des plages. La pépinière de coraux à Pointe-aux-Feuilles et à Flac-en-Flac contient de 15 000 à 20 000 boutures, parmi lesquelles 5 000 sont prêtes à être transplantées. La première transplantation a eu lieu dimanche à Pointe-aux-Feuilles et une seconde se déroulera à Flac-en-Flac la semaine prochaine. Cependant, d'autres endroits ont été analysés pour une transplantation réussie car la topographie et les caractéristiques de nos lagons sont toutes différentes.

► Est-ce qu'un suivi est prévu ?

C'est prévu. Nous avons même un plan de sensibilisation au niveau des pêcheurs afin qu'ils y participent. Travaillant en mer, ils doivent connaître les précautions à prendre pour ne pas nuire aux coraux. Ils doivent respecter les eaux peu profondes. Malgré le *monitoring*, ceux qui font de la plongée doivent aussi faire attention aux coraux.

► Qui dirige le projet ?

Je dirige personnellement l'équipe de l'université de Maurice, avec la collaboration de Sun Resorts et de l'université de Western Australia avec un professeur ayant des dizaines d'années d'expérience dans la culture de corail.

► Utilisez-vous la nouvelle technologie pour la réhabilitation des coraux ?

Oui. D'ailleurs, grâce au financement que nous avons reçu, nous avons pu acquérir des drones sous-marins, des courantomètres et des caméras qui peuvent enregistrer des vidéos sous l'eau. Ces équipements peuvent descendre jusqu'à 100 mètres de profondeur – ce qui nous aide à avoir de meilleurs résultats pour nos recherches afin que le projet soit fructueux.

Taux de blanchiment de coraux à travers le pays selon le *Digest of environment statistics 2018* publié en janvier 2020

Anse-la-Roie	: 50 %
Grand-Gaube	: 25 %
Bel-Ombre	: 25 %
Belle-More	: 75 %
Blue-Bay	: 15 %
Flac-en-Flac	: 75 %
Grande-Rivière-Sud-Est	: 40 %
Île aux Bénitiers	: 55 %

Transition – La moitié de la population accèdera à l'énergie

🕒 29 février 2020 👤 Tsiory Fenosoa Ranjanirina 👁 170 Vues 📖 1 minute(s) pour lire

Les enseignants chercheurs des états insulaires de l'océan Indien ont débattu, hier, de la situation énergétique actuelle dans chaque pays. L'expérience mauricienne, expliquée en détails par Michael Apaya, membre de structures consultatives en matière d'énergie à Maurice, fait état « d'un fort engagement gouvernemental dans la promotion de l'énergie ». Chez l'île voisine, selon toujours Michael Apaya, « L'efficacité énergétique passe avant la transition énergétique ». Dans les îles de l'océan Indien, un dialogue public-privé décolle afin de sensibiliser pour « une économie de l'énergie dont on dispose ». Cette interpellation entre en droite ligne de l'insertion de « l'enseignement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans les instituts supérieurs, afin de préparer des étudiants qui seront les décideurs et les chefs d'entreprises de demain ». Deux instituts supérieurs de technologie ou IST à Madagascar, respectivement à Antsiranana et à Antananarivo, sont prévus héberger ce type de formation en raison du lien étroit existant entre l'industrie et l'énergie dans la Grande île.

PROTECTION DES ZONES CÔTIÈRES

Moroni a tenu sa réunion de lancement de la Convention de Nairobi

La réunion de lancement du comité nationale au programme d'action stratégique pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et côtier de la région de l'Océan Indien occidental aux Comores, s'est tenu à Moroni hier mardi.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de Nairobi et ses protocoles

intitulé « Implémentation du programme d'action stratégique pour la protection des ressources naturelles et des activités de l'Ouest de l'Océan Indien » (WIOSSAP financé par le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM/GEF), le Comité national de mise en œuvre (NIC) s'est réuni hier à l'hôtel Retaj, sous la supervision de Jared Bosire, gestionnaire de projet au Secrétariat de la Convention basé à

Nairobi au Kenya, pour faire le point en ce qui concerne les activités qui doivent être menées dans notre pays.

La structure de la Convention de Nairobi est composée d'un secrétariat, d'un ensemble de points focaux nationaux, des partenaires de la convention, de groupes d'experts / équipes spéciales et de l'unité de coordination régionale (UCR). Le Secrétariat sert d'admi-

nistrateur central pour la Convention et la mise en œuvre du programme de travail. La Convention de Nairobi a été signée le vendredi 21 juin 1985 et est entrée en vigueur le jeudi 30 mai 1996.

Le programme vise à lutter contre l'accélération de la dégradation des océans et des zones côtières du monde par la gestion et l'utilisation durables de l'environnement marin et côtier. Pour ce faire, il engage les pays qui partagent l'Océan Indien occidental à prendre des mesures pour protéger leur environnement marin commun. Les parties contractantes (Comores, France, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Somalie, Tanzanie et République d'Afrique du Sud) à cette Convention, font partie de plus de 143 pays qui participent à 18 initiatives des mers régionales.

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a accordé un financement à la Convention pour mettre en œuvre le projet du programme d'action stratégique pour la protection de l'Océan Indien occidental contre les sources et activités terrestres dénommé WIOSSAP. Ce projet s'efforce de réduire ces contrain-

tes terrestres en protégeant les habitats critiques, en améliorant la qualité de l'eau et en gérant les débits fluviaux.

Sept pays ont soumis 49 concepts qui ont été examinés par les comités nationaux de mise en œuvre (NIC) dans chaque pays respectif. 13 de ces concepts ont été soumis à l'unité de gestion de projet (UGP) pour examen par des experts régionaux. Parmi celles-ci, huit propositions complètes ont été élaborées et approuvées par le Comité directeur du projet (PSC) du WIOSSAP, ouvrant ainsi la voie à la mise en œuvre effective des projets de démonstration.

Au niveau de notre pays, le projet de démonstration sera réalisé au niveau de quatre aires protégées. Le NIC a eu à examiner ce projet et a demandé qu'il soit pleinement intégré aux activités en cours pour faire jouer les synergies. Le comité a eu aussi à valider le chapitre concernant les Comores en matière d'Aires protégées contenu dans le rapport sur les perspectives dans la convention.

Mmagaza



Les participants au lancement.